

## Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Commerce

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

## **Exonérations des redevances des concessions et terrasses municipales dans le cadre des travaux du projet d'embellissement Comédie-Esplanade - Dispositions - Approbation**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie d'extension et d'embellissement du cœur de Métropole, d'importants travaux sont engagés sur les espaces publics de l'ensemble urbain formé par le secteur de la place de la Comédie et le secteur de l'Esplanade étendu au Jardin du Champ de Mars ; ce site emblématique de la centralité montpelliéraine correspondant à un périmètre opérationnel global de 8 hectares. Plusieurs phases de travaux se sont succédées sur les deux secteurs Comédie et Esplanade en 2022 et 2023, notamment la création de fosses pour la plantation d'arbres ou encore le début des travaux de surface sur l'ensemble de ces secteurs.

Du fait de la gêne occasionnée par ces travaux, il a été décidé la mise en place d'une exonération des concessions municipales, ainsi que des redevances de terrasses des établissements concernés pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les différentes phases de travaux se succèdent notamment en 2024 avec la création de la nouvelle grande fontaine ou encore les nouveaux aménagements sur l'allée centrale de l'Esplanade.

En cohérence avec les mesures prises en 2023 sur les deux secteurs Comédie et Esplanade et du fait de la gêne occasionnée par ces travaux, il est proposé à nouveau la mise en place d'une exonération des redevances pour les concessions municipales et les terrasses des établissements concernés pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les concessionnaires concernés par cette exonération sont :

- Le kiosque primeur n°1 situé sur l'allée Paul Boulet ;
- Le kiosque fleuriste n°2 situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle ;
- Le kiosque fleuriste n°3 et 4 situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle ;
- Le manège de chevaux de bois situé Place de la Comédie ;
- Le manège d'enfants de l'Esplanade situé allée Paul Boulet ;
- Le petit train touristique électrique ;
- Le kiosque alimentaire n°1 situé 207 allée Paul Boulet ;
- Le kiosque alimentaire n°2 situé 173 allée Paul Boulet ;
- Le kiosque alimentaire n°3 situé 57 allée Paul Boulet ;
- Le kiosque fleuriste n°5 (alimentaire) situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle.

Les établissements détenteurs d'un droit de terrasse concernés par cette exonération sont :

- Le Yam's, place de la Comédie ;
- Le Café du Théâtre, place de la Comédie ;
- Le McDonald's, place de la Comédie ;
- Le Café Riche, place de la Comédie ;
- La Grande Brasserie, place de la Comédie ;
- La Crêperie de la Comédie, place de la Comédie ;
- Pizza papa, place de la Comédie ;
- Les Trois Grâces, place de la Comédie ;
- Chez Boris, Boulevard Sarraill ;
- Café de l'Esplanade, Boulevard Sarraill ;
- White Cat, Boulevard Sarraill ;
- La Cantine d'Adrien, Boulevard Sarraill.

En définitive, il est proposé d'exonérer l'ensemble de ces activités pour un montant total estimé à :

- 167 688,40 € pour les concessions municipales ;
- 220 191,47 € pour les terrasses.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les exonérations susmentionnées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 avril 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 avril 2024**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240326-263782-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/04/24  
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.